



Délibération n°2016-59
Conseil d'administration du 15 décembre 2016

Objet : Accompagnement financier de la commune d'Antony dans sa démarche de prévention des risques psychosociaux

M. Domeizel, Président de séance,
rend compte de l'exposé suivant

Exposé

Le programme d'actions 2014-2017 du Fonds national de prévention de la CNRACL, reconduit dans l'action 2 de son orientation 3 « promouvoir la santé au travail comme une responsabilité de l'employeur et un atout de la qualité », l'accompagnement des collectivités dans leur démarche de prévention au travers d'un dispositif de subvention.

Vu l'article 31 de la loi n°2001-624 du 17 juillet 2001 relatif à la création et à la gestion du Fonds national de prévention de la CNRACL,

Vu l'article 78 du règlement intérieur qui donne compétence à la commission de l'invalidité et de la prévention pour préparer les décisions du Conseil d'administration relatives à la gestion du FNP et examiner les conventions passées entre les collectivités et le FNP pour l'accomplissement de ses missions,

Vu la délibération n°2013-85 du 20 décembre 2013 portant approbation du programme d'actions 2014-2017, suite à l'avis favorable du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale et du Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière,

Vu la délibération n°2013-86 du 20 décembre 2013 qui précise les modalités de financement des actions de prévention,

Vu la délibération n°2016-5 du 24 mars 2016 portant sur les natures d'opération et leurs conditions de financement,

Vu la délibération n°2016-6 du 24 mars 2016 définissant la portée de la délégation accordée par le conseil d'administration au service gestionnaire dans le domaine de l'engagement des démarches de prévention dans la limite de 25 000 euros,

Vu l'avis favorable de la commission de l'invalidité et de la prévention, dans sa séance du 14 décembre 2016,

Le Conseil d'administration délibère et, à l'unanimité, décide d'allouer une subvention d'un montant de 10 000 euros à la commune d'Antony pour le financement de la phase diagnostic de sa démarche de prévention des risques psychosociaux.

Bordeaux, le 15 décembre 2016
La secrétaire administrative du conseil

Virginie Lladeres